

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1904.

Proposition de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La question de la modification du ressort notarial est pendante en Belgique depuis 1833.

Depuis plus de septante ans, la Législature même est saisie de cette question. Le dernier rapport présenté à la Chambre et qui figure en tête des questions dont la Chambre devrait s'occuper émane de l'honorable M. Drubbel, représentant de Gand, et fut fait au nom de la Section centrale en date du 5 juillet 1877. Faisons en quelques lignes l'historique de la question devant la Chambre.

Un projet de loi dû à l'initiative parlementaire et substituant au triple ressort de la loi de ventôse l'unité du ressort par arrondissement judiciaire fut adopté par la Chambre des Représentants, dans la séance du 18 mars 1875, et rejeté par le Sénat, par parité de voix, le 3 juin suivant; mais le 15 décembre 1875, un projet analogue, dû également à l'initiative parlementaire, fut déposé sur le bureau du Sénat et adopté par lui dans sa séance du 15 mai 1876 par 30 voix contre 28 et 1 abstention.

C'est ce dernier projet de loi transmis, à la Chambre le 21 mars 1876, qui fut examiné en sections, fut modifié par le Gouvernement, adopté par la Section centrale et sur lequel l'honorable M. Drubbel fit un remarquable et complet rapport (séance du 5 juillet 1877), rapport que nous engageons tous les membres de la Chambre à lire, afin d'avoir une idée complète de la question de la modification du ressort notarial (*Documents parlementaires*,

Session 1876-1877, n° 212, séance du 5 juillet 1877). Que fait la loi de ventôse, article 3? Elle établit une triple classe de notaires :

Notaires de Cour d'appel,	1 ^{re} classe,
Notaires d'arrondissement,	2 ^e classe,
Notaires de canton,	3 ^e classe.

Pourquoi les notaires de la 3^e classe demandent-ils si vivement à élargir leur compétence? « Parce que les notaires de 1^{re} et de 2^e classe exploitent trop souvent un droit qu'ils ne devraient exercer que lorsque l'intérêt des parties le commande, tandis qu'un grand nombre en abusent et font une concurrence ruineuse à leurs successeurs dans une étude rurale, concurrence se produisant principalement, dit M. Drubbel dans son rapport, et presque exclusivement sur les actes les mieux rétribués de leur ministère : les ventes et les locations publiques. On peut discuter sur l'étendue du mal; ce qui est certain, c'est que l'abus existe et qu'il est nécessaire de circonscrire davantage les notaires de 1^{re} et de 2^e classe dans leurs cantons respectifs. »

Voilà ce qu'écrivait l'honorable M. Drubbel, à la page 13 de son rapport, il y a vingt-huit ans.

Depuis, la situation s'est-elle améliorée?

Pour vous renseigner parfaitement sur la question, nous nous permettons de mettre sous vos yeux quelques extraits du rapport présenté le 20 avril 1904 par le Comité de la Fédération des notaires ruraux de Belgique à M. le Ministre de la Justice :

« Il est incontestable que le nombre et surtout l'importance des actes diminuent considérablement à la campagne : il existe actuellement des notariats dont le nombre d'actes ne dépasse pas quinze par année, beaucoup n'en donnent pas soixante ! Et quels actes ! Ceux qui ont quelque importance sont enlevés par les notaires des chefs-lieux, grâce au ressort étendu de leur compétence, tandis que les ventes mobilières se trouvent entre les mains des huissiers, greffiers, secrétaires communaux et autres agents d'affaires.

» Peut-on imaginer une situation plus inique que celle des notaires de 3^{me} classe, qui, n'ayant que cinq à dix communes à parcourir, sont obligés de subir encore dans ce petit ressort la concurrence des notaires de 2^{me} classe, et celle beaucoup plus redoutable des notaires de 1^{re} classe? Est-il juste que pendant le mois d'octobre 1905 il a été annoncé par les notaires de Gand dans le seul *Notariëel Annoncenblad* vingt-cinq ventes d'immeubles dans les cantons *ruraux* de la Cour d'appel et dont le produit a dépassé 1,200,000 fr., alors que, pendant le même laps de temps, les soixante notaires cantonaux de Gand, tous ensemble, n'ont pas fait des ventes pour le quart, le cinquième de cette somme?

» Il s'ensuit que le notaire à la campagne ne trouve plus dans l'exercice de ses fonctions une position indépendante, à l'abri des besoins et des dangereuses sollicitations de la gêne. Dès lors, il ne peut plus répondre à l'attente de la loi et à la confiance des administrés, et cette situation, si elle doit se prolonger, deviendra un danger public.

» Il n'est donc pas étonnant que depuis soixante-quinze ans des réformateurs se sont occupés de la grave question de la révision de la loi de ventôse,

et notamment ceux qui, par leur expérience et par leur compétence, avaient certes le droit de se mettre à la tête d'un mouvement aussi important.

» L'honorable sénateur Lammens, ce vétéran du notariat, ne disait-il pas avec conviction, le 26 mars 1889, que les notaires des chefs-lieux jouissent d'un privilège que rien ne justifie et que la situation du notariat rural devenait très critique.

» Déjà en 1846, M. Rutgeers, le savant professeur à l'Université de Louvain, publia des considérations aussi importantes que nouvelles sur la réorganisation du notariat, et en 1872 il fit paraître un mémoire, digne de toute attention, sur la question de l'opportunité de la revision de la loi de ventôse.

» M. Galopin, l'éminent professeur à l'Université de Liège, se prononce catégoriquement en faveur d'une revision.

» Les journaux les plus en vue ont publié des études approfondies sur cette matière, et tous, sans distinction de parti, se sont déclarés partisans d'une réorganisation plus favorable aux intérêts du notariat rural.

» A plusieurs reprises, les Chambres législatives se sont occupées de la question, et en 1876 un projet de loi, admettant le principe du ressort unique par arrondissement, fut voté par le Sénat et renvoyé à la Chambre des Représentants, qui ne l'a plus remis en discussion.

» Déplorant la malheureuse situation du notariat rural, l'honorable Procureur général, M. Van Iseghem, actuellement conseiller à la Cour de cassation, a cru devoir en faire l'objet de son discours en la séance solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Gand au mois d'octobre 1901. M. le Procureur général signala, parmi les causes de cette crise, le nombre trop considérable des notaires ruraux et l'accaparement par les notaires notaires des chefs-lieux de toutes les affaires importantes de la campagne.

» On est donc unanime à reconnaître qu'une réforme s'impose, tant dans l'intérêt du public que du notariat rural, car la répartition des classes de notaires préjudicie aux intérêts des administrés d'une manière qui doit sauter aux yeux des moins clairvoyants. En effet, les notaires de 1^{re} classe peuvent accompagner leurs clients dans tout le ressort de la Cour d'appel, et si cela est juste et raisonnable, pourquoi défendre à l'habitant de la campagne de se faire accompagner de son notaire cantonal dans le même ressort? Pourquoi doit-il abandonner son homme de confiance et faire choix d'un notaire de 1^{re} classe une fois qu'il a des intérêts à défendre au chef-lieu?

» Notre Fédération a consacré plusieurs séances à l'étude et à la discussion :

» A. *De nouvelles dispositions en remplacement de l'article 5 de loi de ventôse.*

» B. *D'autres réformes à introduire pour relever le notariat rural.*

» A. Elle a successivement examiné les systèmes suivants :

» 1^o *Ressort par canton.*

» 2^o *Ressort par canton avec compétence sur les communes limitrophes.*

» 3^o *Un ressort basé sur l'ancienneté ² service et dont le système est conçu comme suit :*

» ART. 5. Les notaires exercent leurs fonctions savoir :

» « 1^o Pendant dix ans, à compter du jour de leur nomination, dans l'étendue de leur justice de paix. Les villes qui ont le siège de deux ou

» plusieurs justices de paix seront considérées comme n'en formant qu'une
» seule.

»» 2° Ensuite pendant cinq ans dans l'étendue du ressort de leur tribunal
» de 1^{re} instance.

»» 3° Après quinze ans d'exercice, à compter de la première nomination,
» dans l'étendue du ressort de leur Cour d'appel.

»» Ces dispositions ne lèseront pas les droits acquis des notaires en
» fonctions. »»

» Enfin, en assemblée générale du 10 mai 1903, le Comité, composé des
délégués des différents arrondissements, s'est rallié au seul ressort par arron-
dissement comme paraissant le plus juste parce qu'il place tous les notaires
sur la même ligne ».

L'unité du ressort par arrondissement judiciaire, voilà donc le desideratum
des notaires ruraux fédérés.

Notez, Messieurs, que l'unité du ressort est devenu un fait accompli dans
bien des pays de l'Europe : l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg, la
Hollande, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Bavière, la Hongrie, la Suisse, etc.

La Belgique et la France seules ont encore des classifications de notaires
en trois catégories, principe inique et ancien que plus un parlement ne
voterait.

Observons que la France dans ses colonies et même le Congo ont établi
des ressorts uniformes.

La classification des notaires en trois classes se justifie-t-elle encore de
nos jours? Le notaire de 1^{re} classe est-il plus intelligent, plus instruit, plus
capable que le notaire de 2^e classe et de 3^e classe? Exige-t-on des études
supérieures d'un notaire de 1^{re} classe, doit-il être docteur en droit? Les
notaires n'ont-ils pas tous la même compétence? Leurs services diffèrent-ils
entre eux?

La classification actuelle est donc surannée, les distances sont supprimées.
N'avons-nous pas des lois d'exception pour les notaires des faubourgs des
grandes villes? Ne sommes-nous pas saisis encore, en ce moment, de pétitions
de notaires voisinant les grandes villes qui demandent que leur ressort soit
étendu? L'unité du ressort est dans les vœux de tous : notaires de 2^e et
3^e classes, et dans les vœux du public. A part peut-être des notaires de
1^{re} classe, et pour ceux-ci nous présentons une mesure transitoire qui doit
leur donner toute satisfaction.

C'est avec confiance que nous vous soumettons la proposition de loi que
nous avons déposée sur le bureau de la Chambre.

Nous espérons, Messieurs, que vous daignerez y faire bon accueil et que
vous voterez, à l'unanimité, une mesure juste et rationnelle.

MAENHAUT.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

L'article 3 de la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat est remplacé par le texte suivant :

« Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire de sa résidence ».

ART. 2.*Mesure transitoire.*

Le notaire ayant, lors de la mise en vigueur de la présente loi, le droit d'instrumenter dans le ressort d'une Cour d'appel, conservera ce droit, pour tout le temps qu'il remplira ses fonctions.

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Artikel 3 der wet van 25 Ventose jaar XI op het notariaat wordt vervangen door den navolgenden tekst :

« De notaris oefent zijn ambt uit in het rechterlijk arrondissement waar hij zijne verblijfplaats heeft ».

ART. 2.*Overgangsmaatregel.*

De notaris die, bij het in werking treden van deze wet, het recht heeft akten op te maken binnen het gebied van een Hof van beroep, behoudt dat recht voor al den tijd dat hij zijn ambt waarneemt.

J. MAENHAUT.

R. VANDEVENNE.

A. MECHELYNCK.

VAN CAUWENBERGH.

CAM. BUSSCHAERT.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 DECEMBER 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 25 Ventose jaar XI op het notariaat.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het vraagstuk der wijziging van het notarieel gebied is in België reeds hangende sedert 1853.

Sedert meer dan zeventig jaren zijn verlopen sedert de quaestie in de Kamer zelve werd opgeworpen. Het laatste verslag daarover, — het eerste op de lijst der punten waarmede de Kamer zich diende onledig te houden, — gaat uit van den achtbaren heer Drubbel, volksvertegenwoordiger voor Gent; het werd namens de Middenafdeeling aangeboden op 5 Juli 1877.

In korte woorden willen wij hier de toedracht van het vraagstuk voor de Kamer uiteenzetten.

Een wetsvoorstel, uitgaande van het Parlement zelf, waarbij het drievoudig gebied der wet van Ventose werd vervangen door het eenig gebied per rechterlijk arrondissement, werd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd in de zitting van 18 Maart 1875, en door den Senaat bij staking van stemmen verworpen op 3 Juni daaropvolgende; doch den 15^{en} December 1875, werd een soortgelijk voorstel, insgelijks uitgegaan van parlamentsleden, op het bureel van den Senaat overgelegd en door deze vergadering in de zitting van 13 Mei 1876 aangenomen met 30 stemmen tegen 28 en 1 onthouding.

Dit laatste wetsvoorstel, aan de Kamer overgemaakt op 21 Maart 1876, werd in de afdeelingen onderzocht, door de Regeering gewijzigd en door de Middenafdeeling goedgekeurd. De achtbare heer Drubbel bracht, namens deze afdeeling, een merkwaardig en volledig verslag uit (vergadering van 5 Juli 1877), dat wij al de Kamerleden aanraden te lezen, ten einde volkomen op de hoogte te zijn van het vraagstuk betreffende de wijzigingen

in het notarieel gebied. (*Kamerbescheiden*, Zittingsjaar 1876-1877, nr 212, vergadering van 5 Juli 1877.) Wat doet de wet van Ventose in haar artikel 3? Zij verdeelt de notarissen in drie klassen :

Notarissen van het Hof van beroep,	1 ^{ste} klasse,
Arrondissementsnotarissen,	2 ^{de} klasse,
Kantons-notarissen,	3 ^{de} klasse.

Waarom vragen de notarissen van de derde klasse met zooveel aandrang dat hunne bevoegdheid worde uitgebreid? « Omdat de notarissen van de 1^{ste} en 2^{de} klasse al te dikwijls gebruik maken van een recht, dat zij enkel dienden uit te oefenen wanneer het belang van partijen het vergt, terwijl een groot getal er misbruik van maken en eene tot ondergang brengende mededinging doen aan hunne opvolgers in eene studie ten plattelande; en deze mededinging, zegt het verslag van den heer Drubbel, is hoofdzakelijk en nagenoeg uitsluitend waar te nemen voor de akten waarbij de notaris het meest verdient : de openbare veilingen en verpachtingen. Tot hoeverre dat misbruik gaat, daarover kan getwist worden, doch zeker is het dat het bestaat en dat het noodig is de notarissen van de 1^{ste} en 2^{de} klasse meer binnen hunne wederzijdsche kantons in te sluiten. »

Ziedaar wat de achtbare heer Drubbel schreef op bladzijde 15 van zijn verslag. Sedert zijn acht en twintig jaar voorbijgegaan.

Is de toestand nu verbeterd?

Om u over de zaak volkomen in te lichten, zijn wij zoo vrij u eenige uittreksels mede te deelen uit het verslag dat den 20^{en} April 1904 den heere Minister van Justitie werd aangeboden door het Comité van den Bond der landelijke notarissen van België :

« Onbetwistbaar is het, dat èn het getal èn de belangrijkheid van de akten ten plattelande merklijk afnemen : er bestaan thans notariaten waar het getal verleden akten niet de vijftien overtreft, en voor vele bereikt het niet zestig! En welke akten! Met de eenigszins gewichtige akten, gaan de notarissen der hoofdplaatsen weg, dank aan de uitgebreidheid van hunne bevoegdheid, en de verkooping van roerende goederen zijn in handen van deurwaarders, griffiers, gemeentesecretarissen en andere zaakwaarnemers.

» Kan men wel een meer onrechtvaardigen toestand uitdenken dan dien waarin de notarissen van de 3^{de} klasse verkeerden? Hun gebied strekt zich enkel uit over vijf tot tien gemeenten en dan zijn zij nog verplicht binnen die enge grenzen de mededinging te doorstaan van de notarissen der 2^{de} klasse en de nog meer duchtige mededinging van de notarissen der 1^{ste} klasse? Is het billijk, dat, in October 1903, door de notarissen van Gent in het *Notariëel annoncenblad* alleen vijf en twintig verkooping van onroerende goederen werden aangekondigd in de *landelijke* kantons van het Hof van Beroep, waarvan de opbrengst boven de 1,200,000 frank bedroeg, terwijl gedurende hetzelfde tijdperk, de zestig kantonale notarissen van het arrondissement Gent allen te zamen geen verkooping hielden voor het vierde of het vijfde van die som?

» Daaruit volgt, dat de notaris op den buiten in de uitoefening van zijn ambt geen onafhankelijke betrekking meer vindt, hem bevrijdende tegen nood en tegen de gevaarlijke verlokkingen van geldgebrek. Derhalve kan hij niet meer beantwoorden aan hetgeen de wet van hem verwacht, evenmin als aan het vertrouwen der burgers, en die toestand, moest hij langer voortduren, zou een openbaar gevaar worden.

» 't Is dan ook niet te verwonderen, dat, sedert vijf en zeventig jaren, het gewichtig vraagstuk der herziening van de wet van Ventose de aandacht trok van hervormers en wel bepaald van mannen die, door hunne ondervinding en hunne bevoegdheid, voorwaar het recht hadden zich aan 't hoofd te stellen van eene zoo gewichtige beweging.

» Zegde niet de achtbare senator Lammens, die veteraan van het notariaat, op 26 Maart 1889, dat de notarissen der hoofdplaatsen een voorrecht genieten dat door niets wordt gewettigd, en dat de toestand der notarissen van het platteland zeer zorgvol werd?

» Reeds in 1846, liet de heer Rutgeers, de geleerde professor bij de Hoogeschool van Leuven, zoo gewichtige als nieuwe beschouwingen over de herinrichting van het notariaat drukken, en in 1872 gaf hij over de gepastheid om de wet van Ventose te herzien, eene memorie uit die aller aandacht verdiende te boeien.

» De heer Galopin, de uitstekende professor bij de Hoogeschool van Luik, verklaart zich uitdrukkelijk voorstander van deze herziening.

» De meest gekende bladen lieten grondige studiën over dat punt verschijnen, en alle, zonder onderscheid van partij, verklaarden voorstander te zijn van eene herinrichting meer gunstig aan de belangen der notarissen ten plattelande.

» Herhaalde malen hielden de Wetgevende Kamers zich met het vraagstuk onledig en, in 1876, werd een wetsvoorstel, houdende bekrachtiging van het beginsel van het eenig gebied per arrondissement, door den Senaat aangenomen en verzonden naar de Kamer der Volksvertegenwoordigers, die het niet meer in beraadslaging legde.

» Den droevigen toestand van de landelijke notarissen betreurende, heeft de achtbare Procureur-generaal, de heer Van Iseghem, thans raadsheer bij het Hof van Cassatie, goed gevonden van dat vraagstuk het onderwerp te maken van zijne redevoering bij de plechtige openingszitting van het Hof van Beroep te Gent, in October 1901. Onder de oorzaken dier crisis, wees de heer Procureur-generaal op het overdreven getal landelijke notarissen en het inpalmen door de notarissen der hoofdplaatsen van al de gewichtige verrichtingen ten plattelande.

» Door iedereen wordt dus erkend dat er eene hervorming noodig is, zoowel in 't openbaar belang als in 't belang der landelijke notarissen, want de indeeling der klassen van notarissen strijdt zoodanig met de belangen der burgers dat de minst helderzienden er volkomen moeten van overtuigd zijn. De notarissen der 1^{ste} klasse, immers, mogen hunne cliënten vergezellen op gansch het gebied van het Hof van Beroep, en zoo dat billijk en redelijk is, waarom dan aan een landman verbieden zich te doen vergezellen van den notaris van zijn kanton binnen hetzelfde gebied? Waarom moet hij

afzien van een man die zijn vertrouwen geniet en een notaris van 1^{ste} klasse nemen zoodra hij belangen in de hoofdplaats te verdedigen heeft?

» Onze Bond besteedde verscheidene zittingen aan de studie en de bespreking van :

» A. *Nieuwe bepalingen ter vervanging van artikel 5 der wet van Ventose.*

» B. *Andere in te voeren hervormingen tot opbeuring van het notariaat ten plattelande.*

» A. Hij onderzocht achtereenvolgens deze stelsels :

» 1^o *Gebied per kanton.*

» 2^o *Gebied per kanton met bevoegdheid zich uitstrekkende tot de belendende gemeenten.*

» 3^o *Een gebied gesteund op het getal dienstjaren, welk stelsel hierop neerkomt :*

» ART. 5. — De notarissen oefenen hun ambt uit, te weten :

» Gedurende tien jaren, van den dag hunner benoeming af, binnen het gebied van hun vredegerecht. De steden met twee of meer vredegerechten worden beschouwd als slechts één vredegerecht uitmakende.

» 2^o Vervolgens gedurende vijf jaren binnen het gebied hunner recht-bank van 1^{sten} aanleg;

» 3^o Na vijftien jaren ambtsvervulling, van hunne eerste benoeming af, binnen het gebied van het Hof van Beroep.

» Die bepalingen laten de verworven rechten van de in bediening zijnde notarissen onverkort. » »

» Eindelijk, in algemeene vergadering van 10 Mei 1903, heeft het Comité, samengesteld uit de afgevaardigden der verschillende arrondissementen, zich aangesloten bij het eenig gebied per arrondissement als zijnde het meest rechtvaardige omdat het al de notarissen gelijkelijk behandelt. »

Het eenig gebied per rechterlijk arrondissement, ziedaar dus hetgeen wordt verlangd door den Bond der landelijke notarissen.

Verliest daarbij niet uit het oog, Mijne Heeren, dat de eenheid van gebied een voltrokken feit is geworden in vele landen van Europa, als daar zijn : Duitschland, Groot-Hertogdom Luxemburg, Nederland, Spanje, Italië, Oostenrijk, Beieren, Hongarije, Zwitserland, enz.

Alleen België en Frankrijk bezitten nog de rangschikking van de notarissen in drie klassen, een verouderd en onrechtvaardig beginsel tot hetwelk geen parlement nog zou willen toetreden.

Voegt daarbij dat Frankrijk, in zijne koloniën, en zelfs de Congostaat het eenvormig gebied hebben aangenomen.

Kan de rangschikking van de notarissen in drie klassen heden ten dage nog gerechtvaardigd worden? Is de notaris der 1^{ste} klasse meer verstandig, meer geleerd, meer bekwaam dan de notaris van de 2^{de} en de 3^{de} klasse? Vergt men hoogere studiën van een notaris van 1^{ste} klasse, moet hij doctor in de rechten zijn? Hebben niet alle notarissen dezelfde bevoegdheid? Zijn hunne wederzijdsche diensten verschillend?

De thans bestaande rangschikking is dus verouderd. De afstanden bestaan niet meer. Hebben wij geen wetten van uitzondering voor de notarissen der

voorsteden van onze groote steden? Ontving de Kamer niet nog dezer dagen verzoekschriften van notarissen uit den omtrek der groote steden, vragende dat hun gebied zou uitgebreid worden? Eenheid van gebied wordt door iedereen verlangd, door de notarissen van de 2^{de} klasse, door die van de 3^{de} klasse en door het publiek. Wellicht zijn er notarissen van de 1^{ste} klasse, die tegen de hervorming zijn, doch voor dezen stellen wij een overgangsmaatregel voor, die ze volkomen moet bevredigen.

Met vertrouwen onderwerpen wij u het wetsvoorstel, dat wij op het bureel der Kamer hebben neergelegd.

Wij hopen, Mijne Heeren, dat het bij u een goed onthaal zal vinden en dat gij eenparig eene goedkeurende stem zult geven aan een rechtvaardigen en redematigen maatregel.

MAENHAUT.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

L'article 3 de la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat est remplacé par le texte suivant :

« Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire de sa résidence ».

ART. 2.*Mesure transitoire.*

Le notaire ayant, lors de la mise en vigueur de la présente loi, le droit d'instrumenter dans le ressort d'une Cour d'appel, conservera ce droit, pour tout le temps qu'il remplira ses fonctions.

WETSVOORSTEL.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 3 der wet van 25 Ventose jaar XI op het notariaat wordt vervangen door den navolgenden tekst :

« De notaris oefent zijn ambt uit in het rechterlijk arrondissement waar hij zijne verblijfplaats heeft ».

ART. 2.*Overgangsmaatregel.*

De notaris die, bij het in werking treden van deze wet, het recht heeft akten op te maken binnen het gebied van een Hof van beroep, behoudt dat recht voor al den tijd dat hij zijn ambt waarneemt.

J. MAENHAUT.

R. VANDEVENNE.

A. MECHELYNCK.

VAN CAUWENBERGH.

CAN. BUSSCHAERT.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.
